



Ce que Poutine a vraiment dit à Biden

Les dirigeants russes et américains ont laissé tomber leurs gants rhétoriques respectifs, mais personne ne s'attend vraiment à ce que la Russie envahisse l'Ukraine.

Par [Pepe Escobar](#)

Mondialisation.ca, 11 décembre 2021

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Analyses: [UKRAINE](#)

Le président russe Vladimir Poutine, seul, et le président américain Joe Biden, entouré d'assistants, ont finalement tenu leur conférence secrète par vidéoconférence pendant deux heures et deux minutes – avec des traducteurs placés dans des pièces différentes.

C'était leur premier échange sérieux depuis leur rencontre en personne à Genève en juin dernier – le premier sommet Russie-États-Unis depuis 2018. Pour l'opinion publique mondiale, poussée à croire qu'une « guerre » en Ukraine était presue imminente, ce qui ressort n'est qu'un déluge de langue de bois.

Commençons donc par un exercice simple axé sur la question clé de la vidéoconférence – l'Ukraine – en opposant les versions de la Maison Blanche et du Kremlin sur ce qui s'est passé.

La Maison Blanche : Biden a fait savoir « clairement » à Poutine que les États-Unis et leurs alliés répondraient par « *des mesures décisives, économiques et autres* » à une escalade militaire en Ukraine. Dans le même temps, Biden a appelé Poutine à désamorcer l'escalade autour de l'Ukraine et à « *revenir à la diplomatie* ».

Le Kremlin : Poutine a proposé à Biden d'annuler toutes les restrictions au fonctionnement des missions diplomatiques. Il a fait remarquer que la coopération entre la Russie et les États-Unis est toujours dans un état « *insatisfaisant* ».

Il a exhorté les États-Unis à ne pas faire porter à la Russie la « *responsabilité* » de l'escalade de la situation en Ukraine.

La Maison Blanche : Les États-Unis augmenteront leur aide militaire à l'Ukraine si la Russie prend des mesures à son encontre.

Le Kremlin : Poutine a déclaré à Biden que la Russie souhaitait obtenir des garanties juridiquement établies interdisant l'expansion de l'OTAN vers l'est et le déploiement de systèmes de frappe offensifs dans les pays voisins de la Russie.

La Maison Blanche : Biden n'a pas donné à Poutine d'engagement sur le fait que l'Ukraine restera en dehors de l'OTAN.

Minsk ou l'échec

Passons maintenant à ce qui compte vraiment : la ligne rouge.

Ce que Poutine a dit diplomatiquement à l'équipe Biden assise autour de lui, c'est que la ligne rouge de la Russie, cest à dire, pas d'Ukraine dans l'OTAN, est inamovible. Il en va de même pour l'Ukraine transformée en une plaque tournante de l'empire pour les bases du Pentagone qui accueillent les armements de l'OTAN.

Washington peut le nier à l'infini, mais l'Ukraine fait partie de la sphère d'influence de la Russie. Si rien n'est fait pour forcer Kiev à respecter l'accord de Minsk, la Russie « *neutralisera* » la menace selon ses propres termes.

La cause profonde de tout ce drame, quel'on ne trouve dans aucun des récits de l'OTAN, est simple : Kiev refuse tout simplement de respecter l'accord de Minsk de février 2015.

Selon cet accord, Kiev devait accorder l'autonomie au Donbass par le biais d'un amendement constitutionnel, appelé « statut spécial », décréter une amnistie générale et entamer un dialogue avec les Républiques populaires de Donetsk et de Lougansk.

Au fil des ans, Kiev n'a rempli aucun de ces engagements, tandis que la machine médiatique de l'OTAN n'a cessé de dire que c'était la Russie qui violait Minsk. La Russie n'est même pas *mentionnée* dans l'accord.

Moscou a toujours respecté l'accord de Minsk, qui établit le Donbass comme une partie intégrante et autonome de l'Ukraine. La Russie a fait savoir très clairement, à maintes reprises, qu'elle n'a absolument aucun intérêt à promouvoir un changement de régime à Kiev.

Avant la vidéoconférence, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a fait remarquer : « *Poutine écoutera les propositions de Biden sur l'Ukraine "avec grand intérêt"* ». Or, la Maison-Blanche elle-même n'a pas proposé à Kiev de respecter l'accord de Minsk. Ainsi, indépendamment de ce que Biden a pu dire, Poutine, de manière pragmatique, adoptera une approche « attendre et voir », puis agira en conséquence.

Dans la période précédant la vidéoconférence, le battage médiatique maximal a porté sur le fait que Washington chercherait à arrêter Nord Stream 2 si la Russie « envahissait » l'Ukraine.

Ce qui ne ressort jamais du récit de « l'invasion », répété ad nauseam dans toute l'OTAN, c'est que les faucons qui supervisent des États-Unis, un pays extrêmement polarisé et rongé de l'intérieur, ont désespérément besoin d'une guerre dans ce que l'analyste militaire Andrei Martyanov appelle le « *pays 404* », un jeu de mots sur le message d'erreur lorsqu'une page ou un lien en ligne n'existe pas.

Le nœud du problème est que les vassaux européens ne doivent pas avoir accès à l'énergie russe : uniquement au GNL américain.

Et c'est ce qui a conduit les russophobes les plus extrémistes à Washington à commencer à menacer de sanctions le cercle intime de Poutine, les producteurs d'énergie russes et même à déconnecter la Russie de SWIFT. Tout cela était censé empêcher la Russie d'« envahir » le pays 404.

Le secrétaire d'État américain Tony Blinken - présent à la vidéoconférence - a déclaré il y a

quelques jours à Riga, en Lettonie, que « *si la Russie envahit l'Ukraine* », l'OTAN répondra « *par une série de mesures économiques à fort impact* ». Quant à l'OTAN, elle est loin d'être agressive : juste une organisation « défensive ».

Début décembre, lors de la réunion du Conseil ministériel de l'OCSE à Stockholm, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, mettait déjà en garde contre l'érosion rapide de la « stabilité stratégique » en Europe.

Lavrov a déclaré : « *L'OTAN refuse d'examiner nos propositions sur la désescalade des tensions et la prévention des incidents dangereux... Au contraire, l'infrastructure militaire de l'alliance se rapproche des frontières de la Russie... Le scénario cauchemardesque de la confrontation militaire revient* ».

Il n'est donc pas étonnant que le cœur du problème pour Moscou soit la progression de l'OTAN. Le récit de « l'invasion » est un faux grossier vendu comme un fait. Même William Burns, de la CIA, a [admis](#) que les services de renseignement américains ne disposaient d'aucune information permettant de « conclure » que la Russie répondrait docilement aux prières de la 'Guerre Inc' et « envahirait » enfin l'Ukraine.

Cela n'a pas empêché un torchon allemand à sensation de présenter tous les contours de la [guerre éclair russe](#), alors qu'en réalité, les États-Unis et l'OTAN tentent de pousser le « pays 404 » au suicide en attaquant les Républiques populaires de Donetsk et de Lougansk.

Cette garantie juridiquement contraignante

Il est vain d'espérer que la vidéoconférence produise des résultats concrets. Alors que l'OTAN reste embourbée dans des crises concentriques, le niveau actuel de tension élevée entre l'OTAN et la Russie est un cadeau du ciel en termes de maintien du récit commode d'un mal slave extérieur. C'est également un bonus supplémentaire pour le complexe militaro-industriel, le renseignement et les groupes de réflexion des médias.

La tension ne continuera à mijoter ainsi sans atteindre le point d'incandescence que si l'OTAN reste là où elle est et ne s'étend pas, sous quelque forme que ce soit, en Ukraine. Les diplomates de Bruxelles font régulièrement remarquer que Kiev ne sera jamais accepté comme membre de l'OTAN. Mais si les choses peuvent empirer, ils le feront : Kiev deviendra l'un de ces partenaires spéciaux de l'OTAN, un acteur voyou désespérément pauvre et avide de territoires.

Poutine exigeant des États-Unis – qui dirigent l'OTAN – une garantie écrite, juridiquement contraignante, que l'alliance ne s'avancera pas plus à l'est vers les frontières russes, voilà qui change la donne.

L'équipe Biden ne peut pas tenir ses promesses : elle serait dévorée vivante par l'establishment 'Guerre Inc'. Poutine a étudié son histoire et sait que la « promesse » de papa Bush à Gorbatchev sur l'expansion de l'OTAN n'était qu'un mensonge. Il sait que ceux qui dirigent l'OTAN ne s'engageront jamais par écrit.

Cela permet donc à Poutine de disposer d'un éventail complet d'options pour défendre la sécurité nationale russe. « L'invasion » est une blague ; l'Ukraine, qui pourrit de l'intérieur, rongée par la peur, le dégoût et la pauvreté, restera dans les limbes, tandis que Donetsk et Lougansk seront progressivement interconnectés avec la Fédération de Russie.

Il n'y aura pas de guerre de l'OTAN contre la Russie – comme Martyanov l'a amplement [démontré](#), l'OTAN ne tiendrait pas cinq minutes contre les armes hypersoniques russes. Et Moscou se concentrera sur ce qui compte vraiment sur le plan géoéconomique et géopolitique : la consolidation de l'Union économique eurasiatique (UEEA) et du Partenariat pour la Grande Eurasie.

Pepe Escobar

Article original en anglais :



[What Putin Really Told Biden](#)

Cet article a été publié initialement en anglais par [asiatimes.com](#)

Traduit par [Réseau International](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Pepe Escobar](#), Mondialisation.ca, 2021

Articles Par : [Pepe Escobar](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca